

[Text]

Mr. Clarke: July 29—I found the reference here in the AG's notes—DPW committed itself to leasing the building. Now, Mr. Finn, by the end of June, the Solicitor General knew very well that the security service was not going to be in being until 1984. Why did the Solicitor General—which I think is what Mr. Mackay said—insist that the space be taken up, still knowing that they would not need it?

Mr. Finn: Well, two points, if I may. First, at the end of June 1983 the Senate committee was struck to examine over the course of the summer the subject matter of the Bill. I do not agree that at that particular time the Solicitor General had it in his mind that Bill C-157 would not pass through Parliament. I think that became apparent only much later in 1983 into September and October of that year.

As to the Centennial Towers in that regard, I continued to press personally, and with Mr. Mackay in particular, our needs for a headquarters facility, and in fact in early July we had a meeting scheduled to discuss that very issue. That meeting had to be postponed on account of a conflict in my schedule and I met with Mr. Mackay later on in the month, on the 19th in fact, and at that time confirmed to him our continuing interest and need on an urgent and priority basis for the headquarters facility.

I had learned, however, in the interim—that is to say, between probably the early part of June and the time I met with Mr. Mackay in July—that it was unlikely that the Centennial Towers would be awarded to CSIS. That was verbal information that came to my attention and indeed, as I guess the record shows, the decision of the Treasury Board on July 11 was to the effect that Fisheries and Oceans would take over that building. As to what went on behind the scenes in that regard, I frankly have no knowledge.

Mr. Clarke: Mr. Chairman, I would like to ask questions of Treasury Board and DPW on this same subject, but that is all for Mr. Finn.

The Chairman: All right. Then we will go to Mr. Neil.

Mr. Neil: Yes. Mr. Finn, you indicated that before accepting Centennial Towers as your headquarters, you had to satisfy yourself as to the question of security and certain technical points. Did you do a study of the building?

Mr. Finn: No, sir, we did not.

Mr. Neil: So you never satisfied yourself whether or not it would be suitable for your purposes.

Mr. Finn: No. We were not able to do that. That was the substance of a letter from Mr. McIver in early May—I think the date was May 5—which the chairman has referred to a few moments ago. It was also in part the subject of my letter to Mr. Mackay on July 7, in fact, and between July 7 and the time I met Mr. Mackay on July 19, the decision had been taken by Treasury Board to award the building to Fisheries

[Translation]

l'autorisation que nous pouvons prendre un engagement, donc...

M. Clarke: Le 29 juillet—j'en trouvé mention, ici dans les notes du vérificateur général—les Travaux publics se sont engagés à louer l'immeuble. Maintenant, monsieur Finn, à la fin de juin, le solliciteur général savait très bien que le service de sécurité ne serait pas créé avant 1984. Pourquoi le solliciteur général—c'est ce qu'a dit M. Mackay, je pense—a-t-il insisté pour que l'on loue cet espace en sachant qu'il n'en n'aurait pas besoin?

M. Finn: Bien, il y a deux choses, si vous me permettez. D'abord, à la fin de juin 1983 un comité du Sénat fut créé pour étudier l'objet du projet de loi au cours de l'été. Je ne suis pas d'accord qu'à ce moment-là le solliciteur général savait que le bill C-157 ne serait pas adopté. Je pense que cela n'est devenu évident que vers septembre ou octobre 1983.

Pour ce qui est de l'immeuble du Centenaire, j'ai continué d'insister personnellement, auprès de M. Mackay surtout, sur nos besoins en installation pour l'administration centrale et, en fait, début juillet, nous avons prévu une réunion afin de discuter de la question. La réunion a dû être reportée à cause d'un conflit d'horaires de ma part et j'ai rencontré M. Mackay plus tard au cours du mois, en fait le 19, et à ce moment-là je lui ai confirmé notre intérêt et notre besoin urgent et prioritaire pour l'installation de l'administration centrale.

Toutefois, entre-temps—c'est-à-dire probablement entre début juin et le moment où j'ai rencontré M. Mackay en juillet—j'ai appris qu'il était peu probable que l'immeuble du Centenaire serait accordé au S.C.R.S. Il s'agit d'une information verbale que j'ai reçue et en fait, comme le démontre le compte rendu, la décision du Conseil du Trésor du 11 juillet accordait l'immeuble à Pêches et Océans. Quant à ce qui a pu se passer dans la coulisse à ce propos, franchement je n'en sais rien.

M. Clarke: Monsieur le président, j'aimerais interroger les représentants du Conseil du Trésor et des Travaux publics sur ce même sujet, mais c'est tout pour M. Finn.

Le président: Très bien. Nous allons passer à M. Neil.

M. Neil: Oui. Monsieur Finn, vous avez dit qu'avant d'accepter l'immeuble du Centenaire pour y aménager votre administration centrale, vous avez dû vérifier vous-même certains aspects sécuritaires et techniques. Avez-vous effectué une étude de l'immeuble?

M. Finn: Non, monsieur, nous ne l'avons pas fait.

M. Neil: Donc vous n'avez jamais vérifié si l'immeuble vous convenait ou non.

M. Finn: Non. Nous n'avons pas eu l'occasion de le faire. C'était ce que disait la lettre de M. McIver au début de mai—je pense qu'elle était datée du 5 mai—dont le président a fait état tout à l'heure. C'était aussi en partie l'objet de ma lettre en date du 7 juillet à M. Mackay, en fait entre le 7 juillet et le moment où j'ai rencontré M. Mackay le 19 juillet, le Conseil du Trésor avait décidé d'accorder l'immeuble à Pêches et